

## Réponse au groupe CRI.

### Individus et individualisme.

Je suis tenté, pour amorcer cette réponse au texte du groupe CRI réagissant à mon rapide commentaire de son "projet de programme" et, en fait, à la propre orientation et pratique politique du comité de rédaction de la Lettre de Liaisons, de commencer par une question apparemment de détail. Mais un détail révélateur de l'esprit de cette réponse et dont le commentaire devrait permettre de mieux comprendre qui discute avec qui, ce qui, on en conviendra, est important pour une discussion.

Or donc, il se trouve que j'ai écrit, vers la fin de mon petit commentaire et à propos des développements du CRI sur la manière dont doit selon lui fonctionner un parti révolutionnaire, les mots suivants : "Je fatigue un peu à taper ces commentaires". *"comme pour justifier la brièveté de tes remarques finales"*, écrit le camarade du CRI auteur de la réponse. Pour sûr, c'est en effet pour expliquer aux destinataires que la fin sera plus courte qu'il est écrit que "je fatigue un peu à taper ces commentaires" (mal au poignet et aux yeux et, pour être encore plus complet, sachant aussi n'avoir pas que cela à faire). Tant du point de vue de ma méthode -ne pas enterrer une discussion sitôt qu'elle commence- que de la fatigue bien réelle alors éprouvée, je ne me suis donc pas caché de cette brièveté et de ses causes.

Mais que n'avais-je pas dit ! *"on peut se demander si la raison pour laquelle tu passes si vite ... est purement contingente. ... Ce qui éclairerait d'un jour nouveau les causes profondes de ton ironie liminaire ... [et, après avoir protesté contre un tout autre passage, d'un tout autre ordre, dans un autre texte, sur l'interprétation du rôle de Rosa Luxembourg donnée dans un article publié dans votre bulletin] la question à cent balles du scrutateur des consciences est posée : "Là encore, cette petite pointe d'humeur un peu surprenante à cet endroit de ton texte est-elle purement contingente ?"*

L'auteur de la réponse du CRI pense manifestement ici avoir dévoilé la vérité et démasqué ce qui pour lui se tenait tapis dans l'ombre. Donc selon lui si j'ai écrit "je fatigue un peu à taper ces commentaires", la raison n'en est point que je fatiguai un peu à taper ces commentaires, mais que je ne suis pas clair sur la question du parti -plus exactement je suis *"allergique"* à "l'idée même" -l'idée même- *"de parti"*. Et voilà pourquoi votre petite soeur est muette et pourquoi certains tentent de dissimuler leurs traces en se prétendant "fatigué un peu à taper ces commentaires" ! ...

L'auteur de la réponse du CRI, lui, s'il fatigue un peu, n'en dira rien : son texte est censé être un texte du CRI, groupe qui se comporte comme petit pseudo-parti quoi qu'il en dise, je vais y revenir. Dans sa conclusion, il précise que le refus de la forme "parti" que, de fait, il m'attribue, estimant que mes explications ne sont que voile verbal et théorisations confuses pour dissimuler ce refus fondamental, exprime le *"retour en force hypertrophié de l'individualisme bourgeois et de ses valeurs, à l'opposé de toute la logique foncièrement organisatrice du mouvement ouvrier luttant contre l'atomisation depuis ses origines."* Diantre !

Ainsi donc, les choses seraient claires : d'un côté, un individu individualiste qui ne parle que pour lui et pousse le vice jusqu'à s'avouer parfois "fatigué", de l'autre, un groupe impersonnel exprimant cette formidable abstraction appelée ici "logique organisatrice du mouvement ouvrier, etc."

Toute tierce personne qui prendra la peine de lire nos échanges verra probablement qu'il n'en va pas ainsi.

D'une part, je vais y revenir, en m'exprimant comme individu (évidemment ! ) je ne me situe pas pour autant sur un terrain strictement "individuel", et donc "individualiste" voire "individualiste bourgeois".

D'autre part, il est évident que c'est l' *individu* auteur de la réponse du CRI qui est piqué au vif et "interpellé quelque part" par le fait que l'on puisse en effet, gentiment mais très facilement, ironiser sur un texte-catalogue très difficilement lisible (non pas par sa difficulté intrinsèque mais par sa lourdeur et sa longueur) non seulement par le travailleur du rang, mais par la plupart des militants "formés", et que l'on puisse à bon droit, après s'être donné la peine de l'examiner et d'en faire un commentaire pour engager une discussion, se déclarer "fatigué" et abrégé.

Hé oui, c'est ainsi : l'existence détermine la conscience et l'individu, *les individus*, constituent les organisations qui ne sont constituées de rien d'autre. En croyant réduire le sujet auquel il répond à un "individu" (et un individu qui avoue sa fatigue, qui plus est ! ), l'auteur de la réponse du CRI voudrait l'assimiler à la catégorie des "individualistes bourgeois" (il fut un temps où on appelait ça les "intellectuels petits-bourgeois") et nier le fait que cet individu, comme tel, participe tout autant que lui du combat pour l'organisation de la classe ouvrière. Et dans cette tentative même de catégorisation abstraite ("Nous : CRI , communistes-révolutionnaires-internationalistes ; Toi : individu-bourgeois-fatigué ! ") l'auteur de cette réponse se montre tout nu comme *individu vexé* de ce qu'il ressent (à tort) comme de la désinvolture envers sa propre prose.

La notion d' *individus vivants* est utilisée abondamment par Marx. Je ne vais pas ici développer cet aspect essentiel, on pourra y revenir, je jeterai donc simplement ce point de vue, qui est tout à fait réfléchi : le marxisme "bien compris" ne rejette pas l'individualisme mais l'intègre et s'appuie sur lui, reliant d'ailleurs l' "émancipation de tous" à l' "émancipation de chacun". En aucun cas l'organisation prolétarienne ne saurait être la négation des individus : cette conception là est justement celle de

l'autoritarisme petit-bourgeois et de la bureaucratie. L'individualisme "anarchique" qui n'en fait qu'à sa tête n'est pas la même chose que la conscience individuelle qui pense librement et dit ce qu'elle pense. Les dirigeants de cercles parlant au nom de l'Histoire, du Parti et de la "logique foncièrement organisatrice du mouvement ouvrier" et invoquant donc la discipline des autres envers ce au nom de quoi ils parlent sont un exemple particulièrement poussé de cet individualisme "bourgeois".

De plus, en relation avec la question de la démocratie, nous pensons -quand je dis nous il s'agit des membres du comité de rédaction de Liaisons- que la notion de "droits de l'homme" centrée sur les droits individuels et affirmant le caractère inaliénable des individus -Habeas corpus, liberté de conscience ...- n'est pas seulement l'abstraction métaphysique que la bourgeoisie en a fait pour mieux la piétiner dans la pratique, mais aussi que l'affirmation des droits de l'homme fut un acquis de la lutte des classes à un moment donné : nous nous réclamons de cet acquis (ce faisant nous savons bien sûr très bien que nous nous écartons du bolchevisme lui-même mais c'est à notre avis lui qui est ici en contradiction), et nous ne pensons pas qu'il faille laisser la démocratie, les droits et le droit, et l'individualisme, à la bourgeoisie qui ne saurait en fin de compte rien en faire que les détruire.

Ce n'est donc pas un problème annexe ou contingent que cette question des individus et de l'individualisme. La discussion qui est ici menée n'oppose pas un ou des individus ne représentant qu'eux-mêmes, c'est-à-dire leur "individualisme bourgeois", à l'expression de "la logique foncièrement organisatrice du mouvement ouvrier ...". Il n'y a pas de pauvres pécheurs d'un côté, et les portes-paroles du *Logos* de l'autre ! Nous sommes de part et d'autre des individus militants du mouvement ouvrier, dans l'égalité la plus totale.

### **Deux méthodes.**

En disant cela, je ne nie absolument pas le fait que certains de ces individus se sont associés dans un groupe "CRI" et donné des règles, des fondements et des projets qu'ils entendent respecter et promouvoir. Loin de moi l'idée de dévaloriser cela.

Réciproquement, le comité de rédaction de la Lettre de Liaisons est lui aussi une association d'individus, de militants, ayant des règles, des fondements et des projets.

Des règles : le respect mutuel dans le cadre de la démocratie et de l'indépendance de classe. Des fondements : notre texte initial de janvier 2001 et les déclarations, textes, prises de position parus depuis dans la Lettre de Liaisons. Des projets : autour de la mise en avant de la question politique du pouvoir et de la démocratie, permettre une association de militants et de groupements qui fasse, par leur action commune et leurs débats, des pas en avant réels vers la reconstitution d'une représentation politique fidèle de la classe ouvrière, chose que pour ma part j'appelle, comme vous, un parti.

Libre à vous de trouver tout cela beaucoup plus imprécis, sujet à caution et enclin à l'opportunisme que vos propres bases comme groupe CRI, il n'empêche qu'il n'y a pas un groupe qui veut "construire le parti" "ici et maintenant" et "des individus" qui ne le veulent pas, mais deux associations libres de militants qui veulent aider leur classe à se doter du moyen politique de la prise du pouvoir. La différence sur ce point réside donc dans les méthodes -dans ces "règles explicites pour fonctionner" dont nous avons "très concrètement" tout autant besoin les uns que les autres.

L'auteur de la réponse du CRI estime qu'il est nécessaire de répondre précisément aux quelques remarques finales que j'avais faites sur la manière dont les questions de fonctionnement d'un parti sont abordées dans le "projet de programme du CRI". Il a raison, car les précisions qu'il apporte sont importantes et cristallisent un vrai désaccord.

Vous protestez contre l'idée selon laquelle les débats internes à un parti authentiquement révolutionnaire doivent être publics (sauf pour ce qui concerne les questions de sécurité, détail que vous dites mal comprendre : bon, alors, disons que si on décide de prendre d'assaut une institution ou une base logistique, on ne va pas le crier sur les toits : me suis-je cette fois fait comprendre ? ). Vous estimez que le droit de publier ses positions en dehors du parti signifie faire de l'opinion publique extérieure, c'est-à-dire de l'idéologie bourgeoise, l'arbitre de ses débats.

Précisons que je n'ai pas écrit "publier ses positions au dehors", mais simplement que les débats du parti soient publics, en évoquant un exemple assez important, celui des bolcheviks eux-mêmes des origines à 1921, rien de moins.

Pourquoi cela signifierait-il se soumettre à l'opinion publique bourgeoise ? Cette croyance selon laquelle la transparence et la publicité soumettent fatalement le parti à son ennemi révèle un terrible manque de confiance en ses propres convictions et dans la propre force des intérêts, des aspirations et des principes qui sous-tendent le combat révolutionnaire. Si la transparence et la publicité sont forcément fatales au parti -car en fait ce que vous dites revient à cette conséquence- alors ce parti est mal barré pour permettre aux travailleurs de s'émanciper eux-mêmes ...

Cela a en outre deux conséquences. L'une, que vous indiquez vous-mêmes : si le secret est la règle, c'est à la direction de choisir quand il est autorisé de le lever. La direction politique devient ainsi la gardienne du secret.

L'autre est que le raisonnement que vous tenez envers le parti peut aisément être reproduit à l'intérieur du parti, et l'a été dans toutes les sectes et partis-fractions se prenant pour fidèles à la "forme léniniste d'organisation" : si l'opinion publique des travailleurs et des opprimés doit faire de l'idéologie bourgeoise l'arbitre des débats et décisions du parti au cas où celui-ci aurait le malheur d'ériger la

transparence et la publicité en normes, alors il y a fort à parier que les réactions des militants de base seront pareillement la courroie de transmission des pressions ennemies au cas où la direction aurait le malheur de leur faire connaître ses propres discussions internes !

Ainsi, la direction doit se comporter comme une fraction monolithique face aux militants pour que ceux-ci à leur tour présentent une parole unique aux masses (comme si unité dans l'action et parole unique étaient la même chose).

Dans ces conditions les droits de tendance et de fraction deviennent des chiffons de papier, des articles de statuts faits pour ne pas être appliqués.

D'ailleurs, ayant relu votre texte sur ce point, je constate que je n'ai pas "mal lu" le passage sur les fractions. La phrase est : *"En second lieu, à tout moment, des tendances peuvent se constituer au sein de l'organisation sur la base de textes politiques portés à la connaissance de tous les militants ; selon les circonstances, la direction de l'organisation (comité central et congrès souverain) peut autoriser ou non ces tendances à se transformer en fractions défendant publiquement leurs positions (sous la forme d'un bulletin propre, d'une page régulière dans les publications de l'organisation, etc.)."* -en bon français il y a là au moins une ambiguïté : soit c'est carrément la formation de fractions qui est soumise à autorisation, soit c'est celle de fractions publiques. Il est clair en tous cas que dans votre conception c'est bien la direction qui est maîtresse de la publicité, y compris pour les tendances et fractions évidemment.

Quant à la gloriole que pourraient se faire des intellectuels professionnels profitant de la publicité des débats entre militants, c'est un argument spécieux, car la non-publicité de ces débats n'a jamais empêché de son côté ce genre de phénomène.

Vous êtes préoccupés de retrouver une conception du parti qui ne soit pas celle de l'ex-OCI, fort bien, mais par le biais de cette conception hostile à la publicité des débats, vous montrez que la conception du parti-fraction-monolithe reste la vôtre. La meilleure volonté théorique de fonctionnement démocratique a aussi été le fait de la plupart des militants, cadres et d'une grande partie des dirigeants des partis-fractions-sectes, et n'a rien changé. Au demeurant, le type de "statuts" que vous esquissez est similaire à ce qu'étaient les statuts de l'OCI dans les années 70.

C'est précisément par le moyen du refus de la publicité, du fonctionnement de la direction en fraction contre le parti, et du parti en fraction contre la classe, que dans la réalité les "pressions de la bourgeoisie" se sont toujours exercées. Un collectif discutant librement c'est-à-dire ouvertement a cent fois plus de capacité de résister à ces pressions qu'un groupe dans lequel elle vont s'exercer par la tête.

Ces questions se posent à vous mêmes, très concrètement, tout de suite. Car ce que vous dites à l'occasion des "stages d'un an" montre que votre propre groupe se tient lui-même comme tenu d'avoir un fonctionnement du type de celui que vous attribuez au parti. Donc, on peut en conclure qu'un militant du CRI n'est pas censé exprimer son opinion personnelle mais la position de son organisation, sur toutes les questions sauf celles où la "direction" aura concédé à titre exceptionnel la publicité des débats. En l'état actuel des choses, cela ne risque pas d'avoir d'implications sur leur intervention directe dans la lutte des classes et encore moins sur le cours de celle-ci. Mais cela peut avoir des conséquences baroques sur l'expression de positions que vous tenez pour "programmatiques". Par exemple : la théorie de la croissance continue et continuée des forces productives fait-elle partie des sujets sur lesquels, dans le groupe CRI dès aujourd'hui, la publicité d'un éventuel débat interne pourrait ne pas être jugée opportune par la "direction de l'organisation élue en congrès" ?

La question des méthodes est une question politique majeure. Les méthodes de fonctionnement auxquelles vous restez attachés ont fait la preuve, depuis huit décennies au moins, de leur impuissance à construire des partis révolutionnaires et de leur efficacité à servir de couverture idéologique aux pratiques bureaucratiques.

Il est par ailleurs totalement faux de croire que *"ton intervention dans la lutte de classe, celle des autres membres du comité de rédaction de Liaisons et les textes de ce bulletin n'engagent que leur auteur."*

Les membres du comité de rédaction de Liaisons ont une base commune d'accord politique, sont engagés dans des initiatives et réalisations communes, assument la responsabilité de tous les articles non signés dans la *Lettre de Liaisons* (ainsi bien sûr que celle de ceux qu'ils signent individuellement), et tout cela a un contenu politique assez consistant. Le fait que leurs débats et divergences éventuelles soient normalement publics et transparents n'atténue pas leur responsabilité, tout au contraire. Au total, la responsabilité des militants est à notre avis plus forte dans un tel cadre que dans un groupe qui se tient pour fonctionnant déjà comme s'il était "le" parti. De tels groupes en se développant produisent plutôt l'irresponsabilité -celle des "militants de base" et celle, symétrique, des dirigeants devenus incontrôlables.

Assumant notre responsabilité, pour cela même, nous ne faisons pas croire, ni à nous-mêmes ni à quiconque, que nous serions le parti, ou que nous serions son noyau nécessaire, ou que nous fonctionnerions comme un parti. C'est pourquoi nous avons fait, très responsablement, le choix de ne pas nous doter d'une "discipline de fraction" par laquelle la majorité du comité, ou une direction issue de cette majorité, dicterait aux autres ce qu'ils doivent faire et même, selon votre conception, dire et ne pas dire. Il ne fait aucun doute pour nous qu'instaurer une telle "discipline" serait le plus sûr moyen de nous ériger en groupe autoproclamé et de véhiculer les "pressions de la bourgeoisie".

Est-ce à dire que nous n'avons pas de discipline ? Croire cela est à la limite injurieux : cela fait penser aux chrétiens qui croient que les athées n'ont pas de morale. Le contenu de l'orientation politique discutée en commun et exposée publiquement est de nature à fonder une discipline. Notre projet n'est en

effet pas de décréter une discipline, mais de la fonder, de la construire, c'est-à-dire d'instaurer les habitudes de confiance et de cohésion qui en sont le vrai contenu et qui n'existent pas simplement parce qu'on s'en réclame.

Par cette méthode, que cherchons-nous ? A construire un parti. Révolutionnaire et démocratique, représentation organique du mouvement réel et non pas projection autoproclamée d'une vue de l'esprit. Alors ce n'est peut-être pas le même parti que vous que nous concevons -c'est à voir-, mais c'est bien en fonction de la révolution, c'est-à-dire de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, que nous le concevons. Sans doute faut-il discuter de tout cela -mais notre soi-disant refus de construire un parti ne fera pas, pour ce qui nous concerne, l'objet d'une discussion, celle-ci n'ayant pas lieu d'être.

Nous pourrions vous renvoyer en effet cette accusation : en adoptant , à votre échelle, échelle qui est aussi petite que la nôtre sans doute en termes numériques, et sans aucun doute plus petite encore en termes d'existence dans la lutte des classes, des formes qui sont celles que vous attribuez au "parti", vous tournez précisément le dos à sa construction, mais telle n'est évidemment pas votre volonté. Donc, ne nous faisons pas l'injure réciproque de nous accuser de ne pas vouloir construire "le parti".

Et vous savez : l'activité dans la lutte des classes, dans les syndicats, dans les partis issus du mouvement ouvrier, l'activité épistolaire et associative, que nous déployons serait paradoxale pour des gens dégoutés de l'idée même de parti et "allergiques" à celle-ci et que leur passé à l'OCI (pour certains d'entre eux) auraient fatigués.

Mais il est vrai que nous combattons pour un parti futur, qui ne sera pas nôtre mais celui de toute la classe, et non pour incarner ici bas et "ici et maintenant" "l'idée même" de parti. Nous laissons volontiers à bien d'autres ce genre de mission. Vis-à-vis de vous, nous voudrions vous éviter cela -c'est-à-dire avancer ensemble sur la voie réelle de la construction d'un parti !

### **Mais qu'avons-nous donc bien pu faire le 16 novembre ?**

Et tel était bien le sens et le contenu de la réunion du 16 novembre. La réalité de l'action commune et du libre débat, un pas en avant valant en effet ici mieux que mille programmes (mais j'aurais l'occasion de revenir sur cette formule ! ), constitue un pas vers un vrai "parti" -certes à notre échelle, malheureusement très réduite, mais cela n'empêche pas de prendre ses responsabilités. Un pas plus important à notre avis que la ponte d'un long projet de programme de fait inutilisable aussi bien pour agir pratiquement que pour parler sérieusement théorie.

Vous êtes extrêmement choqués par le fait que l'on puisse dire que l'objectif est de "renverser le gouvernement, le président, le régime" et se réunir à seulement 31 militants -tout en soulignant qu'une telle réunion représente déjà une force- et vous trouvez qu'au sortir de cette réunion nous n'avons guère avancé sur la voie du renversement "du gouvernement, du président et du régime" "ici et maintenant".

Pouviez-vous vous imaginer sérieusement que notre réunion allait prendre des mesures de préparation d'un putsch blanquiste, appeler à une grande manifestation à l'assemblée nationale, ou encore entreprendre le forage d'un tunnel en direction de l'Elysée ?

Ici, je sens que l'auteur de la réponse du CRI va à nouveau entreprendre de démontrer que mon ironie oh combien déplacée et surprenante cache un opportunisme foncier. Pour prévenir la répétition de ce phénomène, je dois demander quel peut bien être le sens de la "déception" qu'il déclare avoir éprouvée parce que notre réunion du 16 novembre n'a pas avancé sur la voie du renversement de la V<sup>e</sup> République. Je me doute bien que lui ne se fait pas d'illusion sur la possibilité que 31 personnes pouvaient avoir de s'engager directement dans ce renversement, d'autant plus qu'il est quant à lui contre le fait même de soulever la question de la chute du régime. Mais peut-il franchement croire sérieusement que nous nous imaginions cela pour notre propre compte ? Autrement dit, nous prend-t'il pour des imbéciles ? Probablement non, alors il ne faut pas s'en donner l'air. Evacuons donc cette fausse discussion : le thème de notre réunion, et de la campagne politique que nous menons en général, est de poser la question, ensemble avec le plus de militants et de forces possibles, des moyens qu'on se donne pour renverser le gouvernement, le président et le régime, donc la question de l'organisation, ni plus, ni moins.

L'auteur de la réponse du CRI n'est pas d'accord avec cela. Il serait possible ici de le contredire en constatant que, d'une certaine façon, il ne veut pas qu'on aborde la question du renversement de Chirac et de la V<sup>e</sup> République et en ce sens les protège, mais il nous dira probablement que leur renversement est inscrit dans les objectifs programmatiques du CRI et qu'un débat avançant réellement vers ce renversement aurait dû être un débat sur ce programme et sur le parti porteur d'un tel programme.

Mais de quoi avons-nous parlé le 16 novembre ? Que dit l'appel de la vallée du Cailly-Canteleu, appel politique adopté par la dernière AG de grévistes de ce secteur de la région rouennaise, représenté le 16 novembre ?

*"Au cours de ces semaines, nous avons relevé la tête et montré que d'autres choix de société sont possibles, dont les valeurs sont la solidarité, la justice sociale, l'égalité des droits.*

*Nous avons compris que l'organisation de la lutte nous appartenait et que nous ne pouvions confier notre sort aux spécialistes de la politique !*

*Dans les AG, nous avons discuté, argumenté, élaboré nos actions et su tirer parti de nos différentes sensibilités.*

***Pourquoi, ne serait-il pas possible de construire de la même manière l'alternative politique qui nous a fait défaut ?"***

La question posée ici n'est-elle pas celle de l'organisation qui nous représente ? Certes il n'y a pas écrit "parti", parce que les travailleurs se méfient des partis et groupes existants et ont bien raison. Nous ne sommes pas, de ce point de vue, au début du XX<sup>e</sup> siècle, quand l'esprit de cercle s'opposait ouvertement au "parti" dans la social-démocratie russe : aujourd'hui l'esprit de cercle peut se présenter comme porteur du "parti" contre le mouvement réel de dizaines, de centaines, de milliers de militants qui cherchent à s'organiser sans se refaire avoir. Mais pour un marxiste, c'est ce mouvement réel là qui est le mouvement vers le parti, et qu'il doit aider, auquel il doit chanter sa propre musique un pas en avant et pas plus, ni moins. Le BA-ba matérialiste selon lequel c'est ce que font les hommes, pas ce qu'ils disent d'eux-mêmes, qui est déterminant, vaut ici. Mais c'est là un BA-ba sur lequel il faudra revenir encore, manifestement.

Le 16 novembre notre bataille politique en commun avec le Cercle République Sociale a permis de réunir 31 camarades de 10 départements et 3 générations militantes, la plupart reconnus dans leur milieu et dans les grèves, dont des responsables CGT, FO, FSU, UNSA, SUD, ATTAC, Libre Pensée et d'associations étudiantes, des membres du PS, du PCF, de la LCR ainsi que du GSI, de l'Abeille rouge et du groupe CRI, et deux regroupements régionaux sur des appels posant les questions politiques de l'heure, en Auvergne et en Seine-Maritime.

Le fait même constitue un pas en avant. Ces militants, en partie hétérogènes comme vous le soulignez pour le déplorer, alors que pour nous c'est une très bonne chose, étaient réunis, chose unique en France force est de le constater, sur la question des moyens à se donner pour que la majorité des travailleurs puisse renverser "ici et maintenant" "le gouvernement, le président et le régime" et, sur cette base donnée par, et seulement par, la volonté politique consciente des organisateurs de la réunion, une discussion s'est engagée et des projets ont été établis, qui reprendront le 1<sup>er</sup> février.

Seule une composante de cette réunion, bien que sa présence participe aussi de l'avancée politique qu'elle constitue, le groupe CRI, est ouvertement opposée au fait de poser la question des moyens à se donner pour le renversement du gouvernement, du président et du régime, car elle estime que cela n'est pas à l'ordre-du-jour, ne doit pas l'être et que ce qu'il aurait fallu faire, c'était proposer un texte disant qu'il faut élaborer un programme pour faire un parti (et réciproquement). Ce qui, de fait, aurait provoqué le départ et des groupes ne partageant pas cet objectif et des militants ouvriers ne souhaitant pas à cette étape constituer entre eux un tel cadre délimité, et permis de limiter les choses à une discussion idéologique sur le bon programme en renonçant à l'intervention pratique dans la lutte des classes, ce qui aurait donc de fait signifié un recul par rapport à l'objectif même de réelle "construction du parti".

Vous êtes donc confrontés au problème, par rapport au regroupement que nous impulsions, soit de vous opposer frontalement à tout pas en avant au nom d'une pureté programmatique imaginaire accompagnée de manifestations formelles (citations de Lénine, caractérisations sommaires, affichage de la plus grande certitude) qui font sourire les militants de la génération précédente présents, qui en ont vu d'autres, soit de vous efforcer de continuer, comme vous vous y proposez et cela est tout à votre honneur, de poursuivre dans la voie d'une participation critique. Sachez qu'ainsi conçue, votre participation est utile. Vous avez une place dans cette discussion, et elle n'est pas fortuite, en tant que dernier groupe significatif à cette date, après plusieurs années, à être sorti du cadre "lambertiste".

Mais votre opposition à la méthode qui consiste à mettre en avant "ici et maintenant" la question du pouvoir n'est pas principalement une opposition aux camarades Présumey et Tollenaere. C'est avant tout, et indépendamment de Présumey et de Tollenaere, une opposition au mouvement réel de la classe.

En effet, celui-ci après avoir porté le PS et le PCF au pouvoir en 1997, alors qu'eux ont gardé Chirac et, avec lui, gouverné contre les travailleurs, a commencé à s'opposer frontalement au gouvernement Jospin (chute d'Allègre, manifestation de Millau, manifestation contre les licenciements de juin 2001 ...). La politique du PS et du PCF a cependant dévidé toutes ses conséquences en imposant un second tour Chirac-Le Pen en 2002, redoutable piège, apportant un score plébiscitaire au président et permettant la formation de l'assemblée UMP. Cette défaite politique et institutionnelle de la classe ouvrière en France n'avait cependant aucune traduction sociale : l'objectif du gouvernement Raffarin est de matérialiser celle-ci.

La lutte des classes n'est pas une abstraction : les deux classes luttent, toutes les deux, l'une, la bourgeoisie, pour nous infliger une défaite durable, l'autre, la classe ouvrière, pour contre-attaquer et sortir du cycle de l'alternance "gauche-droite", donc de fait -et c'est à nous de dire cela explicitement- de renverser ce régime. Dans cette situation concrète, la classe ouvrière ressent fortement la question des rythmes et des délais. Attendre, ne pas poser la question du pouvoir, respecter les échéances institutionnelles : c'est ce que préconisent les appareils, c'est ce que préconisent la LCR et LO qui craignent leur propre score aux régionales ... et c'est ce que vous préconisez en expliquant que l'heure est à la délimitation sur votre long programme. Pendant ce temps, le cadre institutionnel nouveau mis en place en 2002 et renforcé en 2003 par la réforme constitutionnelle sur la décentralisation et par la loi Fillon sur les accords d'entreprises, notamment, va s'appliquer et la classe être battue d'ici 2007. Sauf qu'elle ne se laissera pas faire, d'autant moins qu'elle a tenté d'imposer la grève générale en mai et juin dernier, a mesuré alors les obstacles sans être battue, et cherche les moyens de reprendre son combat.

Le mouvement politique réel et la question du parti s'inscrivent dans la réalité et non dans les pages de votre projet de programme. Tout militant révolutionnaire qui s'oppose au sentiment d'urgence de la classe est à côté de la plaque aujourd'hui. A moins que vous n'estimiez qu'après la défaite, vous aurez tout le temps dans les années qui suivront de recruter et de "former" une nouvelle génération ? Pure

illusion. L'on n'est efficace après une défaite que si l'on a effectivement combattu auparavant pour la victoire. Et si le mouvement de la classe, malgré les appareils, les directions de la LCR et de LO et les cercles, parvient malgré tout -et nous avons nous le culot d'ajouter "avec notre aide"- à défaire le régime et ouvre une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, allez-vous finir par trouver que toute cette agitation perturbe votre "logique foncièrement organisatrice" et votre puissante élaboration ?

Les élections régionales de mars "*ne seront même pas nationales*", écrit au passage l'auteur de la réponse du CRI. L'incompréhension du réel se montre encore une fois ici : alors que Jospin a fait passer le quinquennat et inversé le calendrier présidentielles-législatives, et après la poussée vers la grève générale du printemps 2003, les élections du printemps 2004 (régionales, cantonales et européennes) seront, de fait, "nationales" et l'intervention des masses peut leur donner le contenu d'élections législatives de substitution s'opposant au renforcement du régime de la V<sup>e</sup> République, de l'Etat bourgeois.

Une fois encore votre discours est celui-là même des appareils, et c'est logique : dans toute la France les dirigeants PS et PCF vont expliquant aux militants, contre ce que ceux-ci ressentent et entendent, que ces élections ne seront "pas nationales" et qu'il faut élaborer un "bon programme pour la région" alors que pour les travailleurs la seule question qui vaille est : ces élections nous donnent-elles la possibilité de porter un coup à ces salopards qui gouvernent ? -cela sans illusions rémanentes envers le PS et le PCF.

Ainsi, vous considérez que l'amorce, dans la réunion du 16 novembre, d'une discussion sur les élections régionales, qui se poursuivra le 1<sup>er</sup> février, manifeste pour le moins la manière pathétique dont "Présumey et Tollenaere" se rabattraient sur ce qu'il leur reste : faute de prendre d'assaut l'Elysée, voter PS au second tour des régionales ! Mais c'est vous qui êtes ici pathétiques : bien évidemment, dans la situation réelle d'affrontement entre les classes, un score massif -malgré elles- des listes LO-LCR- combiné à un recul de l'UMP pourrait être un facteur considérable de crise, ouvrant des brèches à l'intervention directe de la classe.

En conséquence, la discussion sur le vote aux régionales, ouverte le 16 novembre comme il était normal -et, soi dit en passant, non pas parce que "Présumey" aurait dû répondre à votre interpellation mais très naturellement parce que les militants présents ont abordé la question ! - se poursuivra le 1<sup>er</sup> février. Cela sans que pour notre part nous en fassions un point de *casus belli*, car le mouvement réel parmi les travailleurs et les militants, qui va sans aucun doute, et de plus en plus au fur et à mesure qu'elles va se rapprocher, chercher à saisir cette échéance, comprend à la fois l'aspect "taper sur Chirac, Sarkozy et Raffarin" ouvrant la voie au vote PS malgré tout, et la volonté de sanctionner l'ex gauche plurielle. Nous ne diviserons pas à ce sujet les militants regroupés sur la base de nos initiatives. C'est pourquoi c'est bien, en toute transparence et responsabilité, notre "position personnelle" que nous avons donnée le 16 novembre et qui sera à nouveau discutée et approfondie le 1<sup>er</sup> février, à savoir, en règle générale, le vote LO-LCR au 1<sup>er</sup> tour et le vote pour les listes PS ou LO-LCR au second (je tiens à cette formulation, ce n'est pas une boutade : contre la politique de leurs directions, il est nécessaire de dire que ces listes peuvent avoir un score élevé : il ne s'agit pas de répéter le 21 avril mais d'avancer vers le renversement "du gouvernement, du président et du régime").

Enfin, la question de la laïcité n'est pas une question annexe. Elle est au coeur de la question de la démocratie et du pouvoir. Nous ne la soulevons pas à la suite de Chirac, car dès janvier notre première réunion nationale portait là-dessus, en relation avec le combat contre la décentralisation-régionalisation. En croyant que le fait que la réunion du 16 novembre a beaucoup parlé de la laïcité prouve que la "question du pouvoir" telle que nous l'abordons n'y fut pas réellement discutée, vous montrez surtout que vous n'y comprenez rien et êtes en arrière de la moyenne des militants ouvriers qui saisissent spontanément l'importance de cette question. Des initiatives communes sur la laïcité, contre la décentralisation, à la veille des régionales, avec des organisations comme le CAEDEL, le CREAL, l'ADLPP et d'autres qui voudront s'y joindre, cela aurait une signification politique forte, dirigée contre le régime -ce que ne font ni les défenseurs de la "liberté" de porter le voile à l'école, ni les supporters de la loi de Chirac. Point que manifestement vous ne saisissez absolument pas, au point de ne pas voir que l'opération "foulard" de cet automne visait les "profs" en raison de leur rôle en mai et juin et de confondre, comme une discussion orale entre nous l'a montré, la défense de la laïcité par les enseignants et le projet de loi de Chirac, et de défendre la "liberté" de porter le voile à l'école ...

A tout cela l'auteur de la réponse du CRI ajoute encore un reproche : en communiquant à la réunion du 16 novembre la réponse du CAEDEL à nos propositions, nous aurions mis les présents devant un fait accompli. Cela n'est pas bien sérieux et, comme la méfiance envers le fait que nous présentions notre "point de vue personnel" (ben oui et alors ?) sur les élections régionales, dénote la recherche de "preuves" selon lesquelles notre opportunisme nous conduirait à on ne sait quels procédés trompeurs. Chers camarades, vous ne discutez pas ici avec Seldjouk, mais à égalité avec d'autres militants qui ont pour leur part fait le choix de la transparence, y compris lorsqu'eux mêmes hésitent, alors ne cherchez pas à leur attribuer des procédés qui ne sont pas les leurs.

### **Regroupement et programme.**

Vous expliquez que pour regrouper il faut mettre en avant son programme. Mais là encore, l'accusation selon laquelle nous ne mettrions pas en avant notre programme est ridicule. Si tout ce que

contient la Lettre de Liaisons, les bases sur lesquelles était convoquée la réunion du 16 novembre et la discussion qui s'y est déroulée, si tout cela n'est pas tout un programme, alors il y a problème sur le sens des mots. Mais voici ce que contient par exemple l'appel adopté en Auvergne, discuté par une dizaine de militants et de responsables PS, PCF, CGT, FO, FSU, animateurs des grèves, sur Moulins et signé depuis par d'autres camarades sur le département et la région, sur la base duquel était appelée la réunion du 16 novembre, sera appelée à nouveau celle du 1<sup>o</sup> février, et qui nous sert de carte de visite auprès des organisations locales et des militants, en voici un extrait :

*"Il faut donc se rassembler sur un plan d'urgence :*

*L'arrêt des plans " sociaux " de suppression d'emplois, le blocage des licenciements, le contrôle social des investissements et des mouvements de capitaux, l'arrêt de la tendance à l'augmentation du temps et de l'amplitude de travail et au contraire la baisse de la durée réelle du travail et le retour au caractère systématique des Contrats à durée indéterminée, pour donner du travail à toutes et à tous.*

*Le rétablissement et la généralisation de la socialisation d'une part croissante des salaires, pour la sécurité sociale, les retraites et la solidarité : abrogation des ordonnances Balladur de 1993 contre les retraites des salariés du privé (37,5 annuités pour tous), du plan Juppé de 1995 contre la Sécurité sociale, et du plan Fillon de 2003 contre les retraites de tous.*

*La défense et l'amélioration des services publics et d'une vraie politique culturelle pour tous, qui doivent être contrôlés par les citoyens et leurs représentants et non par des hauts fonctionnaires inamovibles ayant les grandes entreprises privées pour modèles, et qui doivent en même temps être soustraits aux lobbies locaux et patronaux : abrogation de la loi constitutionnelle de décentralisation du 17 mars 2003 ;*

*Une politique étrangère démocratique : qui s'oppose réellement aux guerres nord-américaines ; qui rompt avec les crimes africains de la France et la diplomatie d'Elf-Aquitaine ; qui légalise et prenne la défense des travailleurs étrangers clandestins ; qui, en rompant avec la logique financière de l'Union Européenne, de l'OMC, du FMI, de l'AGCS, donne la priorité à la construction démocratique de l'Europe et non pas à l'intégration capitaliste des pays d'Europe centrale : non à l'élargissement financier, oui à l'union démocratique."*

Ce texte n'emploie pas l'expression "programme d'urgence" suite à l'intervention d'un camarade, délégué CGT dans une compagnie d'assurances, non présent le 16 novembre, qui nous a dit craindre que le mot "programme" ne fasse penser au "programme commun" et autres. L'immense méfiance envers tout ce qui pourrait ressembler ou retomber dans les ornières passées n'est pas seulement le fait des ex-militants de l'OCI, c'est un phénomène de masse dans la classe ouvrière, au fond tout à fait sain. Nous avons donc décidé de ne pas employer ici le mot "programme" et d'exprimer l' "urgence" pour qu'il soit bien clair que nous ne rédigeons pas un projet de société pour après-demain, mais les bases immédiates, défensives et offensives, pour se défendre et attaquer. Un nouveau signataire, responsable CGT chômeurs, souhaitera vraisemblablement, et avec raison, amender ce passage à propos des chômeurs, de l'ASF et du RMA. Tout cela n'a évidemment de sens qu'en relation avec la question du pouvoir et les passages du même appel, rédigé en même temps par les mêmes militants, sur la V<sup>o</sup> République et le refus d'attendre les échéances de 2007.

Avancer sur les questions programmatiques est-ce combattre ensemble et associer des travailleurs, des militants de toutes les organisations sur ce type d'initiative, sans exclure d'aller aux échéances électorales si la possibilité en apparaît, ou bien est-ce leur expliquer qu'il vaut mieux éviter de dire qu'on doit virer ce régime, que les élections de ce printemps sont sans portée nationale, et que ceci dit il y a mieux à faire : afficher sa "carte de visite" sous la forme d'un texte dans lequel on peut lire, pèle-mêle, qu'il faut exproprier les banques, rendre gratuit les cars pour emmener les jeunes en discothèque le samedi et le vendredi soir (notez bien que pour ça, on est d'accord, mais la question du choix par les jeunes eux-mêmes de la musique des boîtes et de leur éducation à ce choix ne sont pas abordées, ce programme est incomplet ... ), caractériser comme "centristes" la LCR, LO et le PT, analyser la place des domestiques dans les rapports sociaux de production ou encore caractériser notre époque comme une époque de grande croissance des forces productives ?

### **Trotsky revisité.**

Il est bien évident qu'il y a différentes manières d'amorcer, de présenter, un programme et que celle qui vient d'être indiquée n'est pas la seule. L'histoire du mouvement ouvrier en comporte elle aussi plusieurs, et diverses. Le CRI aurait pour sa part tendance à confondre la notion de "programme" et celle de thèses exhaustives sur à peu près tout. C'est là une confusion bénigne, fréquente surtout chez des camarades jeunes qui souhaitent s'appropriier et maîtriser l'ensemble des questions, qui n'a donc rien de "grave". Le problème est que vous en faites vous-mêmes une question de principe et que l'auteur de la réponse du CRI amorce dans celle-ci une vaste construction théorique tendant à démontrer qu'un bon programme est un programme long et voué à s'allonger encore !

Il s'attache pour cela à établir que cette manière de faire est conforme à la méthode du Programme de transition de la IV<sup>o</sup> Internationale, de 1938. Mais on tombe ici sur deux bourdes qui suffiraient à elles

seules à montrer combien une vraie formation marxiste et historique, dans le cadre d'échanges collectifs, manque aujourd'hui. Ces deux bourdes sont une hypothèque par rapport à la possibilité même de discuter du Programme de transition. Il ne s'agit pas ici de divergences, mais de contresens et de méconnaissance. Ce qui n'a rien de grave non plus d'ailleurs si cela se corrige ... ce qui est plus difficile quand on s'avise de partir de là pour donner des leçons. Je vais donc ici les présenter et, pour le reste, inviter à poursuivre la discussion en y intégrant le passage sur ce sujet qui se trouve dans mon texte "Parti révolutionnaire et centre politique".

Premier point, le contresens. L'auteur de la réponse du CRI cite Trotsky dans ses discussions avec les dirigeants du SWP. Soit dit en passant, il se sert de l'édition LCR des années 70 citée elle-même dans une préface des éditions La Brèche en 1983, ce qui dans le genre "seconde main" est assez poussé. Je n'avais pas réalisé que les volumes des Oeuvres de Trotsky publiés par P.Broué étaient aussi difficiles à se procurer. Certaines de ces citations ressemblent fortement à une lettre de Trotsky à Rudolf Clement du 12 avril 1938, mais on ne peut affirmer que la source soit la même. Voici ce que Trotsky dit dans sa lettre à Clement, parlant du Programme de transition :

*"Je souligne qu'il ne s'agit pas encore du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste, ni le Programme de la révolution socialiste proprement dite. Il s'agit d'un programme d'action pour la période intermédiaire. Il me semble que c'est précisément d'un document pareil que nos sections ont besoin."*

Les citations de l'auteur de la réponse du CRI contiennent pareillement l'idée que "Ce projet de programme n'est pas un programme complet". Elles ne contredisent pas la lettre de Trotsky à R.Clement et répètent à plusieurs reprises que le Programme de transition n'est pas complet.

Hosannah ! s'écrie alors notre auteur, voilà que Trotsky déclare que "le programme devait être complété et non abrégé !" et voici Présemy, Draper et tous les opportunistes à n'en pas douter terrassés par cette providentielle découverte. Ce pauvre Trotsky n'aurait donc pas cessé de dire qu'il faudrait ralonger le Programme de transition ! !

C'est ce qui s'appelle prendre ses désirs pour la réalité ! Le contresens est tellement grossier que je crains que son auteur ne parvienne pas à le saisir, risquant de voir ébranlée cette touchante vocation : reprendre le Programme de transition de façon à faire beaucoup plus long ! Trotsky n'a évidemment pas dans ces divers passages déploré la trop grande brièveté du Programme de transition, mais fait justement remarquer qu'il n'y a pas tout dedans, et que d'ailleurs il ne peut pas tout y avoir. Et que ce caractère "incomplet" correspond justement à son statut de "programme d'action pour la période intermédiaire". Voilà tout.

Second point, la méconnaissance. Encore suis-je généreux en parlant ici de méconnaissance. Selon notre auteur, Trotsky aurait expliqué que le Programme de transition n'est valable que pour autant que la situation n'est pas révolutionnaire !

*"ou bien nous sommes dans une période révolutionnaire, et alors nous avons besoin d'un programme d'action révolutionnaire qui n'est plus un programme transitoire, ou bien la période n'est pas encore révolutionnaire, et alors nous avons besoin d'un programme transitoire qui s'articule sur la perspective de la prise du pouvoir, mais qui, considérant la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, ne prenne pas celle-ci pour un objectif immédiat."*

Encore une fois, ne jouons pas à nous prendre pour des imbéciles : dire dans nos textes qu'est posée comme une nécessité et, par l'organisation, une possibilité, le renversement du régime, n'est pas faire de la prise du pouvoir un objectif immédiat. C'est une innovation "théorique" de taille que cette découverte, faite par notre auteur de la réponse du CRI entraîné par la logique bien formelle de sa polémique, d'une muraille de Chine entre le programme "préparatoire" et le programme "pour effectuer l'action". La préparation de la prise du pouvoir n'est pas la prise du pouvoir, certes, mais une époque historique dans laquelle cette préparation est possible, et dans laquelle cette prise du pouvoir n'est pas réalisable "ici et maintenant" seulement pour des raisons subjectives, cela s'appelle une époque révolutionnaire -"époque impérialiste" ou "époque des guerres et des révolutions".

Nous expliquer qu'en 1938 l'heure est sombre et la victoire de la révolution pas à l'ordre du jour à titre d'argument prouvant que la prise du pouvoir n'est pas la fonction du programme de transition revient soit à des arguties dépourvues de sens soit à une manière détournée de nous dire que c'est en fait le caractère de l'époque actuelle qui n'est pas révolutionnaire.

Ce qui est contredit par l'affirmation selon laquelle la révolution pouvait revenir à l'ordre du jour dans quelques années, avec la guerre. Quelques années, ce n'est pas là une "époque préparatoire" mais un court délai : pour Trotsky, l'adoption de ce programme et la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale avaient justement pour but de créer les conditions pour la victoire de la révolution dans quelques années, et notre auteur de nous expliquer que la fonction des "revendications transitoires" n'est pas, surtout pas, de "rassembler les masses pour prendre le pouvoir" mais seulement de les convaincre qu'il faut le faire, ce qui apparemment ne serait pas la même chose !

Ce Programme est écrit un an après mai 37 à Barcelone où Trotsky estimait la prise du pouvoir possible et nécessaire, en même temps que les vagues de grèves sur le tas aux Etats-Unis qui sont pour lui l'amorce possible d'une poussée révolutionnaire en Amérique et dont les protagonistes, les syndicalistes de base du CIO, sont par excellence le "public" visé par le Programme de transition et par rapport auxquels ont lieu ses discussions avec les dirigeants du SWP. Au demeurant, comme Trotsky le dit

assez souvent, ce Programme ne contient pas, dans son contenu fondamental, en 1938, de choses qui n'y auraient pas figuré en 1936 et ne fait "que" synthétiser l'expérience des dernières années -années de révolutions et de contre-révolutions. Et tout cela n'aurait rien à voir avec une quelconque offensive révolutionnaire possible et nécessaire où que ce soit !

Les masses doivent donc être convaincues, au moyen -je cite ce morceau comique- de "*revendications intelligemment formulées par le parti*", -et une fois qu'on les aura patiemment convaincues, peut-être pourra-t'on passer aux choses sérieuses ! ? ... Très clairement, dans les conceptions de notre auteur, la conscience précède ici l'action et le fait. Ces divagations idéalistes, confondant au passage programme en général, programme d'action, mot-d'ordres, nous ramènent, par rapport au Programme de transition, des dizaines d'années en arrière, car la soi-disant méthode de Trotsky découverte ici était, en gros, en son temps, celle de Kautsky avant 1914, encore qu'avec beaucoup plus de justification : c'est la partie maximum du programme d'Erfurt de la social-démocratie (1891) qui correspond à l'idée que l'auteur de la réponse du CRI se fait ici du Programme de transition ! Ce qui est une belle ruse ... dialectique envers quelqu'un qui voulait démontrer que Prémey est trop pressé et donc opportuniste et que les vrais bolcheviks, eux, font de la propagande générale sur l'utilité que présenterait, pour réaliser ces revendications qu'ils formulent avec une si brillante intelligence propre à éblouir le prolétaire, la prise du pouvoir par le prolétariat ...

### Démocratie et FUO.

Il est tout à fait exact que le point de vue sur la démocratie que je partage avec d'autres camarades -au comité de rédaction de Liaisons et ailleurs- n'est pas le point de vue, disons, "orthodoxe" standard que l'auteur de la réponse du CRI résume brièvement dans son texte. Pour dire ici les choses de manière rapide et synthétique :

1) L'argument selon lequel les gens, quand ils entendent parler de "démocratie", pensent au régime actuel, outre qu'il est très discutable au niveau des faits, n'a de toute façon pas grande valeur : à quoi pense le commun des mortels quand il entend parler de "socialisme" ou de "communisme" et cela nous interdit-il d'employer ces mots ? Le problème n'est donc pas là.

2) Sur le fond, de même que pour les droits de l'homme (cf. ci-dessus) je pense que le prolétariat a tout intérêt à mettre en avant le fait que la démocratie tout court, la démocratie en général, et la démocratie jusqu'au bout, ce n'est pas la "démocratie bourgeoise", mais celle des travailleurs. De ce point de vue, c'est dans votre discours (et dans le discours "orthodoxe" traditionnel à ce sujet, chez Lénine par exemple à maintes reprises) qu'il y a une contradiction entre le fait de dire que la démocratie ouvrière et la dictature du prolétariat sera beaucoup plus démocratique que la "démocratie bourgeoise" et le refus de se réclamer, contre la bourgeoisie, de la "démocratie" elle-même.

3) Au plan théorique c'est encore un glissement, erroné, de Lénine dans *L'Etat et la révolution*, qui le conduit à dire que d'un point de vue marxiste la démocratie n'est qu'une forme d'Etat et disparaîtra donc dans le communisme avec toute forme d'Etat. *L'Origine de la famille ...* d'Engels comporte au contraire un emploi du mot "démocratie" envers des sociétés sans Etat. J'identifie la réalisation totale de la démocratie et le dépérissement de l'Etat.

4) La première étape de cette réalisation est la prise du pouvoir par la majorité exploitée et opprimée, auto-organisée dans des structures soviétiques et au plan national dans une assemblée constituante de délégués sous contrôle, élus et révocables.

5) La Russie soviétique dès 1918, en raison d'abord de son isolement, de la guerre et du passé tsariste, s'est assez vite éloignée de la forme démocratique en ne parvenant pas à se doter d'une représentation nationale de type constituante soviétique, et par la fin de l'exercice direct du pouvoir par les travailleurs en tant que tels, au profit de son exercice par les travailleurs devenus soldats et par la suite par les apparatchiks et les policiers. Cet Etat a continué, jusqu'à l'échec de l'Octobre allemand en 1923, la mort de Lénine et la défaite de l'opposition, à représenter au plan général, en particulier par son action internationale, l'intérêt de la classe ouvrière. Mais il s'agit déjà d'un Etat ouvrier dégénéré et il cesse d'être un Etat ouvrier du moment où l'intérêt de la classe, qui déjà ne le dirigeait plus, n'est plus représenté à sa tête, donc dès 1924. C'est alors un Etat bourgeois sans bourgeoisie, dont l'action, avec beaucoup de contradictions, en fait globalement un instrument servant la bourgeoisie mondiale. Le critère de classe décisif pour comprendre cela, c'est justement la démocratie.

6) Sur cette histoire et en particulier sur la question de la constituante et la déviation antidémocratique des bolcheviks faisant de nécessité vertu et inventant, pas avant début 1918, le dogme selon lequel une assemblée élue à l'échelle nationale est une forme institutionnelle nécessairement "bourgeoise", j'ai écrit des textes assez développés que je peux vous faire parvenir si vous le souhaitez, et que nous mettrons en ligne dans les mois qui viennent.

7) Plus généralement je pense donc que l'ensemble des éléments historiques que l'orthodoxie vulgaire classe comme "bourgeois" -démocratie, droit, culture et philosophie classique ... - et dont le marxisme critique l'"abstraction", font partie de l'héritage marxiste véritable qui seul peut justement en faire autre chose que des abstractions.

Je n'ai aucun problème avec la "défense militaire de la révolution" et toutes ces sortes de choses. Mais la fin justifie les moyens, c'est-à-dire qu'elle les détermine. Comme dit Trotsky dans *Leur morale et la nôtre*, il y a interdépendance dialectique de la fin et des moyens -et il est donc en évidente contradiction avec lui-même en expliquant que la morale n'existe pas, est relative aux classes, etc., et en faisant lui-

même de la finalité d'une société sans classes, sans Etats, sans violence, le critérium moral suprême. Si la fin détermine les moyens, alors nous ne pouvons pas, nous révolutionnaires, faire l'apologie et avoir pour modèle suprême une forme d'Etat, celle de la République soviétique russe de 1918, en fait déjà un Etat ouvrier dégénéré, dans lequel les bolcheviks, faisant de nécessité vertu ont aggravé encore les choses.

Il faut se défaire de l'idée très prégnante selon laquelle la révolution accouchera nécessairement d'une sorte de République assiégée dans laquelle il faudra bien faire régner la terreur. Cette conception relève d'un déterminisme mécaniste aux relents religieux, pas d'une approche rationnelle. La révolution que nous préparons c'est la conquête de la démocratie dans un ou plusieurs pays avancés, au point de départ. S'il y a des leçons universelles, puisque c'est la seule démonstration de victoire dans un Etat jusqu'à la prise du pouvoir, de la Russie et des bolcheviks de 1917 -rôle du parti, FOU, rôle des soviets, insurrection ...- il ne faut pas confondre ces leçons avec celles de 1918, qui recourent dans notre propre imaginaire le thème de la République jacobine assiégée. A priori, le suffrage universel, le respect des personnes, le refus de la peine de mort, font partie de nos acquis et de ce pour quoi nous combattons. Ceci n'est pas un point de vue social-démocrate, c'est au contraire l'apologie de la dictature de fer qui relève d'une vision autoritariste et petite-bourgeoise fondamentale dans les conceptions stalinienne et gauchiste-stalinienne du XX<sup>e</sup> siècle. Que l'on se rassure, on est pas des mauviettes : s'il faut frapper on frappera, et on se doute bien qu'il faudra frapper. Mais nous ne devons plus céder à la pression de la bourgeoisie en faisant l'apologie de la terreur.

Il y a un lien entre cette question et celle du FOU en ce que, au point 4 ci-dessus, la prise du pouvoir est à la fois "réalisation de la démocratie" et unification de la classe au plan même de la conscience et de l'organisation, stade supérieur donc du FOU. Constitution de la nation et de l'union des nations et unification de la classe (FOU) coïncident ici. De même que la démocratie n'est pas, point sur lequel vous semblez en grande partie d'accord, une manoeuvre momentanée à utiliser pour affaiblir l'adversaire, le FOU n'est en effet pas une "tactique" par laquelle, de plus ou moins astucieuse manière, d'intelligents révolutionnaires piégeraient les réformistes et les bureaucrates. Cette conception là du FOU en reste au stade des apparatchiks de 1924, lorsque la direction de l'URSS et de l'IC cesse d'être ouvrière, quand Albert Treint notamment, en France, employait la fameuse formule "le FOU c'est pour plumer la volaille socialiste". L'élaboration du FOU comme stratégie générale du prolétariat a été stoppée en plein vol par Thermidor, et la conception manoeuvrière et manipulatoire d'un Treint, révolutionnaire sincère, a été le point de départ des dévoiements stalinien, dénonciation du "social-fascisme" ou Fronts populaires avec la bourgeoisie. C'est tout le mouvement de la classe qui cherche à se rassembler, à s'unifier syndicalement et politiquement et finalement dans la conquête et l'exercice du pouvoir. Le FOU correspond à la fois aux intérêts de base les plus élémentaires, pour se défendre au quotidien, et à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Toute méthode antidémocratique brise justement le FOU et lèse les intérêts de la classe.

Sur ce sujet aussi, je peux si vous le souhaitez vous envoyer des développements plus poussés.

### **Nostalgiques ou pas nostalgiques ?**

Ainsi donc, sur la conception du parti, sur la démocratie et sur le front unique ouvrier, vous en êtes encore à des conceptions qui se rattachent à l'impasse gauchiste-stalinienne du siècle écoulé. Je crains que cela ne soit aussi le cas par rapport à l'idée que vous vous faites des années 1989-1991 et donc de la période de Yalta. Nostalgiques ou pas nostalgiques ? Au delà de l'aspect psychologique des choses, c'est à clarifier politiquement.

Il est en effet assez frappant que l'auteur de la réponse du CRI éprouve le besoin de se livrer à de si longs développements, sur la conscience de classe, pour dire des choses dont il dit pourtant lui-même qu'elles allaient sans dire et que nous sommes d'accord à leur sujet (en effet) : que si la chute du Mur de Berlin avait ouvert la révolution socialiste antibureaucratique c'eût tout de même été encore mieux, et que si les phénomènes économiques de précarité, organisation "toyotiste" des entreprises, et autres, ont eu de l'impact sur la conscience de classe, la responsabilité première en revient aux appareils bureaucratiques. Certes. Mais cette insistance a bien une raison.

Est-ce seulement pour préciser que la conscience combine des éléments "objectifs" et "subjectifs" ? A ce sujet, on pourrait renvoyer à ce que Lénine commence par en dire dans *Que faire ?* à propos des rapports organique-inorganique, conscient-inconscient, etc. Il n'y a pas de muraille de Chine entre conscient et inconscient. Si on ne veut pas voir cette donnée initiale, dialectique, de ses explications, alors ne reste que le lien mécanique, allant des intellectuels qui savent vers le bon peuple par lui-même incapable de rien -je vais y revenir. Dans ces conditions, le discours que la classe s'entend tenir est pour vous tout à fait déterminant. C'est, en fait, dans votre conception, avant le facteur objectif des conditions de la production et de la lutte immédiate des classes, le facteur déterminant.

Alors, si l'en est ainsi, est-ce que ce n'était pas mieux, au bon vieux temps où les stalinien parlaient de révolution et les réformistes de réformes progressives pour aller au socialisme, le bon vieux temps ou "l'idée" de socialisme était maniée par les appareils, le bon vieux temps d'avant la chute du Mur ?

D'ailleurs, pour quelle autre raison si ce n'est leur "discours" les partis comme le PCF et le PRC italien sont-ils tenus par vous comme toujours "ouvriers" à la différence des PS ? L'auteur de la réponse du CRI

n'explique pas pourquoi ce bonus leur est donné, écrivant seulement que ce caractère "ouvrier-bourgeois" est une donnée "de fait" pour le PCF et est "d'échelle historique" pour le PRC, ce qui n'est pas clair.

Reste l'explication conforme à la méthode idéaliste qui caractérise par ailleurs toute votre approche : les staliniens et ci-devant staliniens sont tout de même plus "ouvriers" que les sociaux parce qu'ils tiennent un discours dans lequel il y aurait plus de trace du combat pour le socialisme !

Je dois donc rectifier ma première affirmation selon laquelle vous n'aviez pas de regard "embué et tendre" pour les partis staliniens par rapport aux social-démocrates. Sur ce point aussi, de manière logique, vous vous rapprochez de la tradition gaucho-stalinisante du XX<sup>e</sup> siècle, et le mort saisit le vif : de jeunes militants récemment libérés du cadre "lambertiste" et pouvant se tourner vers l'avenir sont tirés vers le passé, vers l'ordre de Yalta dans lequel a été formée la génération de la plupart des militants actuels, encore aujourd'hui (mais cela aussi finira par changer !).

Que des militants plus âgés soient, eux, plus dégagés de ce passé, n'est qu'un paradoxe apparent. Notre rupture, précisément avec le lambertisme pour une partie d'entre nous, et en général avec la tradition gaucho-stalinisante de la "forme léniniste d'organisation" pour tous, correspond au moment de la chute du Mur de Berlin. Nous avons donc eu pour réfléchir et mûrir toutes les années 1990 et n'avons pas eu le malheur de rester prisonniers d'un frigo idéologique et organisationnel par delà même la chute du Mur et nous avons ainsi pu réfléchir, en particulier, à comment faire pour ne pas reconstituer un plus petit frigo, mais sans pour autant se dissoudre dans l'air ambiant.

### **Blum revisité lui aussi ! et même Mitterrand !**

La méthode idéaliste, d'une étonnante naïveté surtout quand elle émerge, telle une fleur immaculée, au milieu de tant d'arguties, apparaît avec une grande clarté dans les arguments employés par l'auteur de la réponse du CRI pour démontrer que les partis socialistes, social-démocrates et autres ne sont plus "ouvriers-bourgeois".

C'est, en effet (pour notre auteur), leur idéologie l'élément déterminant, leur discours. La conscience détermine l'existence : Blum ou Mollet prétendaient aller au socialisme par des réformes -"*ou même dans une certaine mesure qu'il s'agisse même du PS de Mitterrand se fixant officiellement l'objectif de "rompre avec le capitalisme"*" - et figurez vous que c'était vrai !!!

*"... un parti réformiste n'est pas avant tout réformiste parce qu'il octroie de fait les congés payés quand il est au gouvernement, mais parce que premièrement il a pour programme l'amélioration des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière -conçue par lui comme base de la marche au socialisme-, et deuxièmement parce que, dans les faits, il obtient des succès partiels qui lui permettent de se présenter à la classe ouvrière comme un parti qui la sert efficacement."*

Entre dire, comme le fait ici l'auteur de la réponse du CRI, que ces partis "obtiennent des succès partiels qui leur permettent de se présenter à la classe ouvrière" comme la servant effectivement, et dire que ces partis servaient réellement la classe ouvrière, la marge est étroite et, en fait, nulle. Les partis réformistes, à l'époque non révolutionnaire du Programme de transition de Trotsky, étaient réellement des partis qui allaient au socialisme par des réformes ! De mieux en mieux ! En venir, entraîné par la logique purement formelle de la polémique, à proférer de telles énormités, répétons-le, est tout à fait excusable quand on a été séquestré dans le frigo idéologique et organisationnel du PT plusieurs années après la chute du Mur de Berlin elle-même et que, au contact du grand air, on se met à éprouver des sensations nouvelles, chaudes et froides, vivantes. Mais s'acharner à reconstruire un blindage idéologique avec un tel tissu d'absurdités n'est pas à recommander, cela équivaut à se taper soi-même la tête dans le mur et à essayer de taper d'autant plus fort qu'on se fait plus mal ...

Le "réformisme" n'est pas d'abord un courant idéologique, il a une base sociale matérielle -aristocratie ouvrière, petite-bourgeoisie, appareils bureaucratiques dominant respectivement dans le Labour party, la SFIO ou le SPD avant même 1914. Dans l'histoire réelle, il n'a pas apporté des réformes aux travailleurs, mais la guerre de 14, les Fronts populaires en collaboration et sous l'impulsion de l'appareil stalinien ... Les vraies réformes ont été arrachées par la classe ouvrière et il les a gérées. Le "réformisme" directement bourgeois, nord-américain, de Wilson puis surtout de Roosevelt et, par la suite, de Truman, Kennedy et Johnson, a lui aussi concédé des réformes et dès les années vingt (voir Trotsky, *Europe et Amérique*) son influence sur la social-démocratie est déterminante. C'est d'ailleurs au début des années 30 qu'apparaît, en Scandinavie, précisément là où il y avait eu, à l'époque, le plus de vraies réformes, un discours de la social-démocratie abandonnant l'objectif même du socialisme.

Il n'est pas très utile, à ce stade, compte-tenu du problème posé par l'approche totalement idéaliste, régressive au plan de la méthode même par rapport aux vieilles "écoles de formation" des partis-fractions-sectes d'autrefois, de notre auteur, de rentrer dans les détails de la polémique qu'il poursuit longuement sur cette question des partis socialistes, tant la totalité de la démarche est atteinte à la base. Disons simplement que je n'ignore évidemment pas que l'AFL-CIO a des relations avec le parti démocrate mais que le problème n'est pas là et que, ici encore, l'analyse concrète d'une situation concrète, dans le cas du congrès du PS de Dijon tenu juste après la poussée vers la grève générale du 13 mai 2003, lui échappe complètement. Tout est à reprendre et c'est d'abord un acquis, non pas même du marxisme, mais du socratisme, qui est ici nécessaire : savoir qu'on ne sait pas pour pouvoir apprendre.

### **Sur le caractère de l'époque actuelle.1**

L'analyse concrète d'une situation concrète doit éviter de confondre, dans l'évaluation de cette situation, les données qui caractérisent toute une période et celles qui correspondent à la marche des événements sur quelques années, quelques mois, quelques semaines, quelques jours ...

Nous avons vu ci-dessus une telle confusion, à propos de la fin des années 1930 lors de l'élaboration du Programme de transition : de ce que, fin 1938, la poussée révolutionnaire venait d'être défaite par les Fronts populaires (avec toutefois la poursuite de la montée ouvrière aux Etats-Unis ! ), l'auteur de la réponse du CRI nous avait annoncé triomphalement que le Programme de transition (qui ne doit surtout pas servir dans le cours même d'une révolution !!! ) n'avait d'autre fonction que d'expliquer aux masses que prendre le pouvoir serait une bonne idée de façon à que cette *idée* les ait bien pénétrée avant toute action révolutionnaire sérieuse .

Parmi les très nombreuses confusions et incompréhensions élémentaires que comportait ce remarquable passage, l'une porte sur la maîtrise du temps et des rythmes : une phase de recul à l'échelle de quelques années, phase pourtant elle-même non linéaire et très chaotique, était ici prise pour une période historique entière dans laquelle et par laquelle l'expression de Trotsky, "préparation à la prise du pouvoir", se transformait en un long et patient travail d'éducation des prolétaires par les esprits éclairés leur présentant des revendications "*intelligemment formulées*".

De fait, c'est tout simplement l'histoire qui est évacuée des analyses historiques esquissées par l'auteur de la réponse du CRI. Toute une époque de guerres et de révolutions, qui se poursuit et s'amplifie, est aplatie par lui en une phase de "préparation" (idéologique, "conscientisatrice") du prolétariat. Que la lutte des classes en France et en Europe ait comporté ces dernières années des affrontements vivants de forces vivantes, des expériences qui structurent la lutte des classes réelles ici et maintenant, est absent de ses commentaires. Dans cette nuit théorique où tout est gris sur gris, nous sommes ramenés par lui, explicitement, en ... 1871 : comme Marx -hé oui ! - il convient de déconseiller aux travailleurs de vouloir virer Chirac et Raffarin. Prenez vous en plein la figure, mais patientez, nous vous conscientisons, ça vous prépare à la prise du pouvoir parce qu'il faut d'abord que vous soyez bien convaincus !

En raison de cette accumulation de confusions, les deux discussions qui seraient nécessaires pour saisir le caractère de la période actuelle sont mélangées et, de la sorte, mises à l'écart l'une et l'autre et, du coup, pourront encore moins être mises en relation : la discussion sur les faits effectifs de la lutte des classes depuis une quinzaine d'années et précisément sur la France en 2004, et la discussion sur le caractère de la *période* historique actuelle, abordée seulement par l'auteur de la réponse du CRI sous l'angle du débat sur les "forces productives".

### **Sur le caractère de l'époque actuelle.2 : forces productives, barbarie, négativité.**

Il serait bon de reconnaître à ce sujet que Marx ou d'autres ne nous ont pas légué de lexique disant clairement ce qu'ils entendaient par là et que, en effet, la notion de "forces productives" est confuse dans le marxisme lui-même et donc aussi chez Trotsky jusque dans la fameuse phrase du Programme de transition. où le fait, manifeste, que "forces productives" y désigne la production et la productivité à la date de 1938, ne permet pas de généraliser et d'affirmer que ce serait là en tous temps et tous lieux le sens de cette notion. Pour échapper à cette confusion, l'auteur de la réponse du CRI explique qu'il faut se servir du *Capital* lui-même (dont il retranche manifestement les *Gründrisse* allant jusqu'à trouver "pathétique" les simples éléments de réflexion que je vous ai envoyés, datant de quelques années, sur les notions de valeur d'usage et de forces productives ...). Personne n'a à ce jour effectué le travail consistant à dégager du *Capital* - dans son intégralité *Gründrisse* inclus- les données sur ce sujet. Si le CRI fait ce travail, tant mieux.

Mais il sera bon de le faire sans oeillères ni idée préconçue, en partant du texte, dans sa langue, et en tenant compte du contexte restitué aussi exactement possible. Donc en se défaisant de l'idée a priori que les forces productives sont une notion quantitative désignant la quantité de valeurs d'usages produites et en évitant d'aborder le texte fermement décidé à y trouver cela, et en acceptant par avance d'y trouver ... ce qui pourra bien s'y trouver. Au fait, comment mesure-t-on la valeur d'usage en tant que telle ?

L'auteur de la réponse du CRI déclare partager le point de vue de la Ligue au début des années 70. Le problème est qu'il n'y a pas un point de vue de la Ligue au début des années 70 sur cette question. Il y a, à un bout de la chaîne Mandel -je vais y revenir tout de suite. Et, à l'autre bout, le célèbre Henri Weber dans une affligeante brochure, *Qu'est-ce que l'AJG ?* C'est dans cette brochure que se trouve la "définition" des forces productives qui se rapproche le plus de la votre, à ceci près que Weber, pour affligeant qu'il soit, en fait lui la mesure au moyen de la valeur d'échange, par des prix en francs ou en dollars (je ne sais plus) qu'il tire de manuels de Terminale pour montrer que la production a augmenté et donc que "les lambertistes" sont terrassés ...

La réponse à Weber fut l'article de Bloch-Forgontier que vous connaissez. Le triste dans cet article est que son auteur s'abaisse à raconter des calembredaines et à faire des calembours pour donner l'impression aux militants qu'ils sont supérieurs aux "pablistes", mais que ses propres présupposés sont ceux-là même de Mandel et de Rosdolsky (dont les travaux ont joué un rôle important à l'époque et ont influencé Mandel). Les positions vulgaires et courantes de la Ligue et de l'OCI méritent tout à fait d'être

renvoyées dos-à-dos, mais pas celles de Mandel en effet. Ne mettons pas sur le même plan Mandel et Weber.

C'est dans son travail sur le *Spatcapitalismus*, traduit en français "3° age du capitalisme" (la traduction est discutable) que Mandel développe l'aggravation de la contradiction entre rapports sociaux de production et forces productives. Ce que j'appelle "métaphysique", c'est l'incapacité à saisir une contradiction comme telle. La manière dont votre "projet de programme" réduit les contradictions du capitalisme au heurt entre des progrès et une sorte de mur, et ne parvient pas à saisir le caractère constitutif des contradictions par rapport au capitalisme lui-même, en est un bon exemple.

Je ne sais pas où l'idéaliste mécaniste qui a écrit la réponse du CRI a contracté son aversion pour la dialectique, mais c'est naturellement ici qu'elle s'étale le plus. Il le sait d'ailleurs très bien puisqu'il a jeté un sortilège : de grâce, qu'on ne vienne pas ici nous parler de dialectique ! Désolé, mais cette intimidation ne peut avoir d'effets, car la dialectique ne consiste pas seulement dans les passages de ma petite réponse que notre auteur avoue ne pas comprendre, mais dans le déroulement constitutif même du réel. Voilà maintenant qu'il faut expliquer ce que c'est qu'une grandeur négative !

Ma conception des "forces productives" n'est pas "lambertiste", elle repose en fait beaucoup plus sur Marx -et sur Mandel. C'est la vôtre qui reste tributaire du mécanisme lamberto-seldjoukien, lequel lui aussi n'arrive pas à se défaire d'une approche quantitative et veut faire croire qu'il y aurait reculé net de l'industrie et autres mythes. Vous ne faites qu'en prendre le contrepied : "Ils ont dit que les forces productives ont cessé de croître, et bien, nous, nous disons qu'elles croissent, voilà ! ". Et je dois dire qu'il est amusant de voir la réaction que produit mon affirmation : "elles croissent, et elles ne croissent pas ! ". Comment une chose peut-elle à la fois grandir et diminuer ? - et ainsi de suite. Mais ce qui grandit, c'est la contradiction entre rapports sociaux de production et forces productives, entre le caractère privé de l'appropriation et le caractère social de la production, contradiction qui est visible dans la montée des forces destructives, qui -comme l' "éthico-historique" en général- ne sont une catégorie "descriptive" que pour l'observateur isolé dans sa tour d'ivoire, l'idéologue.

Ce contrepied du lambertisme se prolonge jusque dans la tentative de construction intellectuelle selon laquelle ceux qui, comme "Présumey", prétendent que les forces productives ont cessé de croître, et que l'époque est révolutionnaire, le font pour couvrir du voile de l'impatience leur pratique opportuniste. Just disait en son temps l'inverse : "Si vous dites que les forces productives croissent alors c'est que vous pensez qu'on peut encore réformer le capitalisme et vous renoncez à la révolution." A ce niveau, un tel lien automatique entre une position théorique et une formulation, d'une part, et la place que l'on occupe dans la lutte des classes, d'autre part, relève dans un cas comme dans l'autre de l'abstraction idéaliste pure et du procès en sorcellerie.

Par contre, le rejet de la dialectique, s'il ne s'agit pas d'une posture affectée, a une signification plus ample car il semble bien -je peux me tromper mais je crains que non- traduire ici un refus effectif de comprendre des choses pourtant très simples. La "barbarie", par exemple. J'ai eu plus d'une fois l'occasion de dire que ce terme n'est pas très bon, car il suggère l'idée d'un retour en arrière là où l'on a fuit en avant. Dialectiquement, d'ailleurs, les reculs sont aussi des bonds en avant (mais j'imagine notre auteur refaisant ici son numéro : "ou on recule, ou on avance, on fait pas les deux en même temps", etc.). Mais il se trouve que ce mot a été institué dans un certain sens, par un grand marxiste que vous maltraitez quelque peu, ici en l'ignorant, ailleurs en lui mettant beaucoup sur le dos, à savoir Rosa Luxemburg, auteur de la formule *Socialisme ou barbarie*. Barbarie n'a évidemment pas ici le sens de "société primitive" et il est pathétique d'avoir à se défendre d'avoir envisagé pareille interprétation, mais de violence, destruction, avec les moyens les plus modernes. En prenant le contrepied de Seldjouk, rejeter Rosa et la dialectique, ça finit par faire beaucoup. Vous ne comprenez pas ce que peut bien vouloir dire "fuite en avant dans la barbarie" : il faut sortir ! Dans le monde réel autour de nous, du génocide ruandais à l'inversion de la courbe démographique russe en passant par l'extinction massive des espèces vivantes. Si nous ne parlons pas de tout cela, de quoi parlons nous ?

### **Catégories figées et analyse politique.**

L'auteur de la réponse du CRI dit quelque part, pensant visiblement manier une ironie supérieure, suivre pour me répondre "*un plan spécialement conçu pour les fêrus de la dialectique*". Je regrette, mais le plan suivi est une variante scolaire de plan en trois parties, sans dialectique particulière, en tous cas volontaire. Ce n'est pas bien grave ... Mais ce qui est très frappant d'une façon générale, c'est le déterminisme idéaliste qui affecte tous les raisonnements de notre auteur. Nous en avons eu une illustration spectaculaire dans la défense et illustration du bon vieux réformisme d'antan à laquelle il a cru devoir se livrer pour les besoins de la cause.

Toutes les notions qu'il manie sont figées par lui en catégories. C'est, de manière tellement pure et ostensible que je ne peux pas m'empêcher de le dire, un exemple quasi clinique, scolaire, de ce que Hegel appelait le raisonnement par catégories logiques de l'entendement, par abstractions. Cette déformation scolaire, pour ne pas dire scolastique, affecte profondément la forme de l'exposé et le protège d'ailleurs du même coup, et c'est tant mieux pour lui, de nombreuses lectures : on ne parlera pas du Programme de transition, mais du "concept de Programme de transition" ("concept" n'ayant pas par contre ici son sens "concret" comme chez Hegel ! ), voire de l'"idée" que se fait "Présumey" (je sens en effet que je ne suis pas loin de devenir moi-même un "concept" ! ) du "concept" de "Programme de transition" ! L'usage des sigles intervient ici, et ma réponse au projet de programme du CRI devient mon "*texte CPPCRI*" et le texte

mis en ligne sur le site de la Lettre de Liaisons devient mon "*texte CPPR*". Ce n'est pas un problème de commodité -c'est plutôt incommode- cela participe, à mon avis, de cette catégorisation universelle spectaculairement pratiquée ici. Mais dans la réalité, les catégories s'envolent des placards où l'on a tenté de les ranger et se mettent à danser. C'est alors que l'idéaliste déterministe n'y voit plus que confusion et refuse le secours de la dialectique qu'il assimile à du bla-bla ...

Un idéalisme absolu et étapiste : voilà ce qui résume en effet la conception à laquelle en arrive, dans la logique de sa polémique, l'auteur de la réponse du CRI.

Dans cette conception, d'abord, on inculque les idées, ensuite on peut envisager l'action ; la "préparation" à la prise du pouvoir et une situation révolutionnaire sont disjointes ; un parti ouvrier-bourgeois est un parti qui se réclame du socialisme (notons en passant qu'à ce compte là pas mal de partis bourgeois, nationalistes et autres, deviennent "ouvriers-bourgeois") ; et ainsi de suite.

En interprétant Lénine de la manière habituelle -celle de la science universitaire officielle et celle des "marxistes-léninistes"- comme ayant "éduqué" une cohorte de révolutionnaires professionnels qui ont ensuite "dirigé" la classe, notre auteur reconnaît chez Lénine cet idéalisme absolu et étapiste. Ainsi, le primat de la politique est coupé de la réalité -dialectique- qui seule le fonde. Et ce primat est lui-même amputé de son caractère *actif* pour devenir prépotence des *idées pures*. Il faut "conscientiser" : à ce vieux précepte catholique, et nullement léniniste, en arrive l'idéalisme absolu et étapiste ...

Dans cette affaire, le *Que faire ?* de Lénine est l'objet d'une double réduction :

1) Réduction dans le déroulement réel de l'action politique et de l'oeuvre de son auteur, mis entre parenthèse. Impossible en effet de tenir compte de la contradiction qui existe, au pied de la lettre, entre *Que faire ?* et les ouvrages qui l'ont suivi, si l'on ne veut pas comprendre que des choses contradictoires existent simultanément. *Que faire ?* est donc isolé, de façon métaphysique, du reste de cette oeuvre -contrairement à ce qu'en dit lui-même son auteur dans le texte *En douze ans*, écrit fin 1907 et disponible sur Marxists Internet Archives.

2) Réduction, dans *Que faire ?* de tout ce que raconte Lénine aux seuls passages susceptibles de pouvoir être interprétés de manière idéaliste-directiviste, en particulier ignorance de ce qu'il dit, dans le même chapitre que celui sur spontanéité et conscience, du lien conscient-inconscient, etc., bref de l'identité de termes contraires qui n'existent que l'un par l'autre et dont l'opposition polaire n'est qu'apparente (encore cette dialectique !).

A quoi s'ajoute, mais cela est assez secondaire, une tentative de démontrer par les textes et les citations que ... j'aurais essayé de faire dire à Lénine ce qu'il ne dit pas. Qu'on en juge. L'auteur de la réponse du CRI estime de son devoir, contre "*ceux qui proposent aujourd'hui de repousser la tâche de construction du parti*", de citer entièrement une note de Lénine que je n'avais fait que résumer dans mon texte "Parti révolutionnaire et centre politique" (en omettant toutefois de préciser que les passages ici soulignés le sont par lui, manque de rigueur qui ne mérite ici d'être signalé que parce que notre auteur veut précisément faire assaut de rigueur textuelle !).

Voici donc le passage de la note de Lénine : "*On dit souvent : "la classe ouvrière va **spontanément** au socialisme" . Cela est parfaitement juste en ce sens que la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément, si toutefois cette théorie ne capitule pas elle-même devant la spontanéité, si toutefois elle se soumet cette contradiction" (dans ce passage, sont soulignées les parties soulignées par l'auteur de la réponse du CRI et sont en caractère gras les termes soulignés par Lénine d'après les traductions françaises que je connais, dont celle de Marxists Internet Archives ; le mot "spontanément" en caractère gras est donc souligné par Lénine mais pas par notre auteur).*

Et voici donc ce que j'écris dans la note de mon texte "Parti révolutionnaire et centre politique", résumant ce passage de Lénine et incriminée par notre auteur pour avoir voulu dissimuler ce qu'il aurait voulu réellement y dire : "*ce qui à la lettre contredit déjà Kautsky [cité précédemment par Lénine], qu'il est "parfaitement juste" de dire que "la classe ouvrière va **spontanément** au socialisme", mais que si on la laisse "toute seule" (par exemple en capitulant devant la "spontanéité"), c'est l'idéologie dominante, bourgeoise, qui va "spontanément" s'imposer à elle.*"

Quiconque aura fait l'effort méritoire, sur cette question secondaire (mais je ne fais ici que répondre à un argument jugé central par son inventeur), de lire tout cela et de se reporter au texte en question, pourra donc juger ce qu'il en est. C'est précisément l'absence d'une méthode dialectique d'analyse politique pour justifier une conception encore toute entière dominée par les préceptes du gauchostalinisme du XX<sup>e</sup> siècle qui conduit ici à des ratiocinations éclectiques et à des tentatives malheureuses de démonstration des mauvaises intentions de "Présumey et Tollenaere" qui prétendent proposer "aujourd'hui de repousser la tâche de construction du parti".

Encore un petit mot sur cet emploi de catégories figées pour caractériser, en fait ranger dans le placard aux catégories, à peu près tout, hommes et choses. Notre auteur nous demande si nous n'avons pas quelque chose de mieux pour remplacer ce terme de "centrisme" que nous critiquons comme instrument de caractérisation politique. Mais, franchement, il vaudrait mieux ne pas avoir de terme du tout que d'en faire un tel emploi de cataloguage. Je ne pense pas en effet, que nous soyions bien avancé une fois que la LCR a été identifiée comme "courant centriste d'orientation droitière", LO comme "courant centriste de tendance gauchiste", le PT comme "courant centriste de tendance trade-unioniste", et au cas

où, en prime, le MST argentin serait identifié comme "moréniste de droite", la LIT comme "moréniste de gauche", et ainsi de suite. Encore une fois il s'agit de saisir les choses dans leur développement. Les termes précis sont nécessaires mais dans ce but et dans le cadre de cette méthode ... dialectique, évidemment.

### **Les bons mots du camarade Tollenaere.**

Dans la construction qui est faite de la ligne opportuniste que je suis censé représenter, le camarade Tollenaere occupe une place particulière : il est "pire", je crois qu'on doit trouver ça quelque part dans la réponse faite au nom du CRI, mais je ne retrouve plus où (en tous cas l'idée y est), "pire" que moi, un peu comme Alexandre Hébert vis-à-vis de Pierre Lambert, quoi, toutes proportions gardées !

Il y a au moins un point que j'ai en commun avec l'auteur de la réponse du CRI et pas avec Eric Tollenaere, c'est le goût et la capacité de s'adonner à des polémiques comme celle-ci. Je ne sais pas, d'ailleurs, si c'est pour nous un avantage ou un inconvénient par rapport à lui, qui sais d'ailleurs très bien se défendre sans écrire des thèses.

Mais ce pauvre camarade Tollenaere, s'il écrit moins à ce jour, peut trembler pour quand il va s'y mettre, car il est surveillé de très près par des oreilles attentives. Deux mots proférés par lui, en une après-midi, occupent une place relativement significative dans la démonstration de notre auteur.

D'une part, il a cité une phrase de Marx, "Un pas en avant vaut mieux que mille programmes". Hé bien figurez vous que ce n'est pas un hasard, mais alors là pas du tout, que Eric Tollenaere, lorsqu'il cite Marx, fasse le même choix de citation que ... Eduard Bersntein. Mieux vaut en rire !

En tant que spécialiste dans le camouflage idéologique des mauvais coups du camarade Tollenaere, je me dois d'ailleurs de préciser ici que, dialectiquement, dans tout "pas en avant" il y a une dimension "programmatische" ainsi qu'il est montré et expliqué dans la partie ci-dessus intitulée "Regroupement et programme".

D'autre part, il a eu un beau lapsus. Un très beau lapsus, d'ailleurs. "Il faut tout faire pour battre Giscard". Je tiens à me faire le défenseur du lapsus du camarade Tollenaere.

Premièrement, ce lapsus voulait dire "Il faut tout faire pour battre Chirac". Qui ne veut pas tout faire pour battre Chirac ? Est-ce que Lénine dans *Que faire ?* ne veut pas tout faire pour battre le tsar ? Et Marx et Engels, bien qu'ils aient craint la Commune, ne voulaient-ils pas tout faire pour battre Napoléon le petit ? tout faire pour battre la tête de l'exécutif, de l'Etat bourgeois, ne me semble pas être l'indice le plus indubitable de l'opportunisme.

Deuxièmement, ce lapsus nous renvoie dans l'OCI de la fin des années 70. C'est vrai. Il semblerait que nous répétions ce que nous avons alors "appris" dans notre jeunesse pour couvrir notre opportunisme contemporain !

A condition de ne pas tomber dans le culte du passé et de ne pas fétichiser une expérience, je dois dire que j'assume en grande partie ce reproche, et ce passé. L'OCI de la fin des années 70, c'est tout de même autre chose que la LCR de la même époque ou que le PT des années 90. Depuis les années 1920, il n'y a pas eu, en France, de force comparable. Plus de 5000 militants, des positions syndicales, la principale force organisée dans la jeunesse scolarisée, un parti où se trouvaient les dirigeants dispersés par la suite, Lambert, Just, Berg, Broué, Cambadélis, Favre, Langevin, Carrasquedo ... Ce passé est révolu, mais c'est vrai, nous en avons hérité une ardeur, une volonté. Loin d'avoir été fatigués par lui, il nous a donné une énergie qui nous sert y compris à en analyser les carences et à essayer d'en expliquer les raisons qui l'ont fait avorter. Qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir ...

### **Où l'existence se remettrait à déterminer la conscience.**

*"Il est très difficile pour nous, dans l'état actuel des choses, de ne pas voir un lien entre ton refus de construire une organisation trotskyste -quelle que soit ton entreprise de "théorisation" d'une telle orientation- et ce poste que tu occupes dans le PS, et qui est à notre avis sans intérêt politique du point de vue des intérêts présents et à venir du prolétariat."*

Ainsi donc, si Blum et Mollet pouvaient être crus sur parole, comme on l'a vu, quand ils prétendaient avancer vers le socialisme par la voie des réformes, Prémey lui n'agirait pas en fonction de ce qu'il pense et écrit mais penserait et écrirait en fonction de cette donnée matérielle : le "poste" qu'il occupe dans le PS !

Je ne sais pas où vous avez vu ou entendu que j'occuperai un "poste". Avant de me demander des *"éclaircissements"* à ce sujet, peut-être aurait-il fallu me demander tout simplement directement ce qu'il en est. Un poste ? Je suis membre suppléant du conseil fédéral du PS de l'Allier élu sur le quota du courant Nouveau monde. Comme poste il y a mieux (j'ai d'ailleurs eu mieux, et j'ai laissé ; en particulier, j'ai fait partie des structures "éducation" du PS et en ait démissionné au moment des grèves contre Allègre).

Si l'on voulait vraiment aller chercher un appareil, et des positions dans un appareil, censées expliquer aujourd'hui mes positions et idées, on trouverait un peu plus de grain à moudre, en apparence, du côté de la FSU. Certains limiers, dans les groupes "justiens", sont à mes basques à ce sujet. On pourra en reparler à l'occasion.

Je n'ai pas les moyens de former un courant dans le PS. J'ai adhéré à ce parti en 1995 en même temps que le courant Filoche et tout en m'opposant à la fusion-intégration de ce courant dans la Gauche

socialiste. Minoritaire, je l'ai accompagné dans la Gauche socialiste en combattant pour une inversion du courant, une fois Jospin premier ministre, pour une opposition ouverte au gouvernement et à sa politique. Ma rupture politique avec Filoche et son courant a été totale à ce moment là -et je ne regrette pas d'avoir combattu jusqu'au bout pour les faire changer de position. Liaisons apparaît suite à cet épisode. Le discours que je tiens dans le PS est le même que l'orientation que contient la Lettre de Liaisons. Dans le comité de rédaction, outre Joelle Losson, le camarade Bernard Grangeon intervient dans le PS, dont il a été exclu pour avoir opposé, lors d'élections municipales, à une liste gauche plurielle ouverte vers l'UDF, une liste "socialiste-communiste".

Il faut vous habituer à comprendre que si, avec moi et quelques autres, vous avez affaire à des "vieux" militants qui ont appris à s'adapter à des organisations traditionnelles, vous avez aussi affaire à des gens qui n'ont jamais renoncé à l'objectif du parti révolutionnaire et qui ont délibérément refusé les possibilités, nombreuses, de "monter dans l'appareil", dans tel ou tel appareil, qui se sont présentées à eux depuis près de 20 ans ; et vous habituer à comprendre qu'être en dehors d'une fraction s'imaginant qu'elle construit "le parti" ne signifie pas être "dans les appareils".

### **Où le bouchon est poussé un peu loin.**

Donc, si l'on comprend bien, je serais un adversaire de la construction du parti révolutionnaire, spécialisée dans les développements historico-politiques visant à couvrir son combat contre cette construction mené au compte d'un "poste" qu'il occupe dans le PS et dont les conceptions seraient une version pétrifiée des mots-d'ordre de l'OCI de la fin des années 70. Voilà déjà une croix lourde à porter. Mais il y a mieux, ou pire. Non seulement je suis diagnostiqué, radiographié, dans mon concept et mon usage des concepts, mais on voit déjà où je vais en venir très prochainement : je m'apprête, voyez-vous ça, à appeler à voter ... Al Gore ou démocrate aux présidentielles américaines !

Je me permets de citer ici ce qui est déjà paru dans la Lettre de Liaisons à ce sujet début septembre 2003, repris à diverses reprises depuis :

*"Chasser Bush, établir la démocratie aux Etats-Unis, est une tâche qui a une dimension plus grande que le fait de voter pour un éventuel adversaire démocrate de Bush, lequel risque de maintenir les troupes US en Irak, en Afghanistan, de continuer à soutenir Sharon, et qui peut d'ailleurs, comme on l'a vu en 2001, gagner les élections et accepter que les juges nomment un Bush président !*

*Il y a une vingtaine d'années, le maniement, imprudent de son point de vue, du slogan glasnost ("transparence") par Gorbatchev a contribué à l'implosion de l'empire soviétique. C'est une glasnost, une immense, une véritable glasnost, que la démocratie la plus élémentaire exige aujourd'hui en Amérique :*

*-quelles pressions ont imposé la décision de proclamer le battu Bush président en 2001 ?*

*-que savaient exactement le président, les responsables des différents services, sur les crimes du 11 septembre avant qu'ils n'aient lieu ? quels étaient leurs liens avec al Qaïda ? comment se fait-il que le plan d'invasion de l'Afghanistan était techniquement prêt avant le 11 septembre ? pourquoi l'opacité la plus totale sur l'attentat au Pentagone ?*

*L'ombre de la grande provocation par laquelle a commencé le XXI<sup>e</sup> siècle ne lachera jamais les hommes au pouvoir tant que la lumière, tant que la glasnost, n'aura pas été faite ! Pour le peuple américain, pour le monde entier, la question du pouvoir, de la démocratie, de la vérité, est et reste posée à Washington ! "*

Cette étrange déduction -que je m'apprêterai à voter démocrates ! - est tirée de la fin du texte "Parti révolutionnaire et centre politique" qui insiste sur la question de chasser la clique de Bush, laquelle est un phénomène politique nouveau dans l'histoire. Les lignes qui précèdent indiquent justement que le vote démocrate ne répond pas à cette question.

Votre méthode consiste à déduire, lorsqu'on dit qu'il faut virer Chirac, qu'on soutient le PS, ou lorsqu'on dit qu'il faut virer Bush, qu'on soutient les démocrates. Elle aurait consisté à dire, en 1902, que vouloir virer le tsar c'était être avec les cadets (ce que les "économistes" expliquaient, d'ailleurs, contre l'*Iskra*). A un autre moment, que virer Hitler en Europe c'était soutenir les Américains. Elle rejoint la méthode de la plupart des groupes gauchos-stalinisant pour qui dire qu'il faut battre ce gouvernement, ce président, ce régime, fait le jeu du "PS". C'est la méthode de l'impuissance politique, qui convertit la théorie, de guide pour l'action, en dogme combattant le mouvement réel.

Votre méthode a sur la notre un seul avantage : sa circularité peut servir à éviter de se poser des questions. Les questions pratiques auxquelles la classe est confrontée n'y ont pas de place. Virer Bush, virer Chirac, deviennent pour vous des non-questions. Vous n'avez donc pas à y répondre. Notre méthode, en posant les questions, n'y répond pas forcément : elle ouvre la bataille ...

### **Poursuivons la discussion.**

Au terme de cette réponse à une réponse, je ne voudrais pas, et je crains, d'avoir été inutilement blessant parfois. Mais il y a à cela une cause, et je ne vois pas comment faire autrement à moins de purement et simplement ignorer votre courrier, ce qui serait beaucoup plus blessant, et injustifié. Cette cause est la position de certitude dans laquelle vous faites ici le choix de vous installer. Si je prétends, dans les lignes qui précèdent, connaître ou avoir compris mieux que vous pas mal de choses, je ne prétends pas, par contre, avoir la vérité absolue. En abordant les militants de cette manière, comme groupe qui possède les réponses, vous allez aller au devant de gros déboire, le pire qui pourrait vous

arriver étant que cela vous conforte dans cette posture et vous fige en secte. Vous n'en rencontrerez pas beaucoup qui à la fois prennent au sérieux cette discussion et s'efforcent de vous faire toucher du doigt en quoi dans la méthode, vous vous placez en dehors du réel -non pas dans l'extériorité relative du militant révolutionnaire conscient, mais dans l'extériorité absolue de l'idéaliste détenteur de la "conscience". Du point de vue même de cette conscience, le mieux qui pourrait vous arriver serait de rompre avec cette posture totalement artificielle qui ne pourra que vous isoler.

Cordialement,

Vincent Prémey, le 1° janvier 2004.